

jeudi, 23 avril 2015 01:51

# La guerre des devises, une guerre totale



IRIB- Shanghai est placé, depuis vendredi dernier, en régime de douche écossaise. Alors que la bulle boursière est à son paroxysme et qu'il s'ouvre, désormais, entre quatre et cinq millions de comptes-titres, chaque mois; pour boursicoter; en Chine... Les autorités de tutelle des marchés (l'équivalent de l'AMF, en France), viennent de rendre légales les ventes à découvert, (mise en place d'un système de prêt de titres "à l'occidental"), et réfléchissent à la limitation du trading sur marge. Face à l'hystérie spéculative des dernières semaines, Pékin peut, à tout moment, changer les règles du jeu actuel et décider d'augmenter les dépôts de garantie, pour dissuader la spéculation boursière. Pourtant, la Banque centrale a pris, ce dimanche, des dispositions, qui vont, au contraire, inciter les banques chinoises à prêter encore plus d'argent, dans une économie, déjà, saturée de mauvaises dettes immobilières, industrielles, municipales. La Banque populaire de Chine, (PBoC), a annoncé, dimanche, une nouvelle baisse du taux de réserves obligatoires destinées à garantir la solidité du secteur bancaire. Elle a abaissé le taux prudentiel de 100 points de base, d'un coup, (à 18,5%), avec effet immédiat... contre -50 points, lors du premier geste, annoncé le 4 février dernier. Investi en bourse, cela peut, effectivement, faire du bruit. Cela permet aux banques d'augmenter l'encours de crédit de 150 à 200 milliards d'équivalent euro, (disons l'équivalent de trois mois de QE de la BCE). Investi en bourse, cela peut effectivement faire du bruit — le rugissement du rouleau compresseur haussier. Les éternels optimistes béats soulignent que 18,5%, cela représente une marge considérable, par rapport aux 8% recommandés par la Fed aux banques américaines... Et plus considérable, encore par rapport aux 2% de réserves, sous forme de dépôts pratiqués par certaines banques européennes, comme la Deutsche Bank, qui cherche, en vain, à se restructurer. ■ Une solution pas si simple. La Chine souffrait, déjà, d'un excès de crédit, malgré un taux de réserve fixé à 20% — sans parler du shadow banking, des prêts sur gage, qui ne figurent dans aucune comptabilité officielle... Quant au taux de prêts susceptibles d'être qualifiés de non-viables, (ils ne seront jamais remboursés), il est, d'ores et déjà, supérieur à 20% de l'encours total. Mais si Pékin est prêt à sortir le carnet de chèque et à éponger les pertes hypothécaires, (l'Europe le fait bien avec la Grèce, depuis cinq ans, en feignant de croire qu'elle reste solvable), alors le système bancaire serait sauvé ?

\*\*\* CONFIDENTIEL \*\*\* Un conseiller de la CIA révèle le plan qui prépare; en secret; l'avènement

de LA “MONNAIE FANTÔME”. Cliquez [ici](#), pour recevoir votre copie du document TOP SECRET de ce conseiller de la CIA, et protégez-vous du cataclysme, avant juin 2015. Pas si simple ! Les réserves en devises de la Chine ont beau être colossales, (l'équivalent de 4.000 milliards de dollars), elles se présentent, néanmoins, sous forme de monnaie-dette — c'est-à-dire, de bons du Trésor et autres créances négociables. Le marché a-t-il la capacité d'absorber une liquidation massive de T-Bonds, d'ici fin 2015... disons 1.000 milliards de dollars, soit l'équivalent de 50% du stock de créances douteuses chinoises, selon plusieurs estimations, déjà, évoquées, dans de précédentes chroniques ? Il y aurait 65 millions de logement invendus. Supposons une valeur moyenne prudente de 100.000 \$ : cela représente un encours de 6.500 milliards de dollars à la charge des promoteurs... entièrement, financé à crédit par les banques. Le problème, ce ne sont pas les invendus, ce sont les logements “invendables”, (pas équipés de l'eau et de l'électricité, ni clos, ni couverts, forêts de tours recouvertes de poussière, dans des villes fantômes, etc.). Il y en a des millions, peut-être, même plusieurs dizaines de millions. L'autre problème, c'est qu'au tarif actuel, 80% de la population chinoise ne peut pas, de toute façon, s'offrir l'un des logements vacants habitables. Les 20% restants, soit 300 millions de Chinois, sont, déjà, pourvus en immobilier, et beaucoup sont surinvestis, alors qu'il manque de locataires solvables, (toujours aux tarifs qui se pratiquent dans les villes, là où il y a des emplois à pourvoir). La spéculation immobilière est en train de se disloquer. Si Pékin décidait de racheter le stock immobilier vacant, pour le louer à un tarif “socialement abordable”, (l'Etat a du cash à recycler et l'éternité, pour amortir son investissement), le système bancaire n'aurait plus qu'à purger les mauvaises créances liées au surinvestissement industriel... Toutefois, cela ne résoudrait qu'une partie du problème : la spéculation immobilière est en train de se disloquer — et avec une chute massive des loyers, (via des prix administrés), la bulle exploserait pour de bon. Les propriétaires actuels seraient obligés d'aligner les loyers à la baisse. Ils ne pourraient, alors, plus assurer leurs échéances de prêts et feraient défaut par millions, entraînant l'effondrement des prix du foncier. Il y a là un processus multiplicateur de pertes sous-jacent, susceptible d'abattre le système bancaire chinois, de la même manière que les subprime, aux Etats-Unis, huit ans auparavant. ■

Subprime à la chinoise. Comme le château de cartes immobilier a, bel et bien, commencé à s'effondrer, il y a déjà un an, Pékin — qui redoute un “effet richesse” à rebours — a encouragé la mise en place d'une nouvelle bulle, celle des actifs financiers. Elle ne repose plus sur aucun actif réel, même en mauvais état, mais, seulement, sur une inflation de liquidités. C'est, typiquement, le scénario à la japonaise, le dernier étage de la fusée qui carbure à l'excès de crédit, depuis 2008. Il existe, cependant, une différence fondamentale entre la bulle boursière chinoise et celle qui prospère à Wall Street, depuis mars 2009, et en Europe, depuis juillet 2012 : 90% sont générés par des particuliers, (à 60% néophytes), tandis qu'en Occident, 90% du volume est généré par des institutionnels avertis. La Banque centrale déverse, dans un cas, comme dans l'autre, du kérosène sur l'incendie spéculatif. Le point commun, c'est le fait que la Banque centrale déverse, dans un cas, comme dans l'autre, du kérosène sur l'incendie spéculatif, en prétendant que cela alimente un “effet richesse”, qui profite à l'économie. En réalité, cela n'enrichit que les intermédiaires financiers, comme le démontre l'explosion des profits de Goldman Sachs ou de Morgan Stanley — via le trading actions —, et les vendeurs de “supercars”, (Aston Martin, Ferrari, Bugatti, Bentley...) et de biens immobiliers de prestige. ■

Les leures de la dévaluation. L'Europe se félicite que la BCE se soit lancée dans le recours au lance-flamme monétaire, détruisant la valeur de l'euro, face au dollar, à une vitesse, qui n'a jamais été observée, depuis sa création : l'Europe redevient compétitive ! Ce serait vrai, si l'euro — à l'image du yen, dans les années 90, ou du dollar, entre 2010 et 2014 — était le seul à baisser contre toutes les devises... Or, un minuscule détail semble échapper à nos stratèges : pas moins d'une trentaine de banques centrales de par le monde s'appliquent à détruire, consciencieusement, la valeur de leur devise, à commencer par les pays riverains de la Zone euro, qui ne veulent pas se faire laminés, commercialement, par un euro “de combat”. Donc, l'euro chute bien, par rapport au dollar, mais ne gagne guère en compétitivité, face au real brésilien, au peso argentin, aux monnaies asiatiques, (qui dévissent), à la livre turque... et ne parlons même pas du rouble, même après son récent rebond. La Zone euro bénéficie, peut-être, d'un alignement des planètes, mais, à part le dollar, la plupart des principales devises de nos concurrents directs s'alignent, elles aussi, sur l'euro. Autrement dit, les marchés surestiment, dangereusement, les effets bénéfiques d'un hypothétique QE, en Chine, (qui ferait, à son tour, chuter le yuan), ainsi que de celui de la BCE. En

effet, tous les “partenaires” commerciaux agissent de même : la guerre des devises est devenue une guerre totale où il n’y a, déjà, que des perdants.